

**Observation d'Eau & Rivières de Bretagne sur le projet
d'autorisation environnementale relative à la mise en œuvre du
projet d'aménagement de la ZAC du Grand Launay à Châteaugiron
lors de l'enquête publique du 31 mars au 30 avril 2021**

A Rennes, le vendredi 30 avril 2021

Madame la Commissaire enquêtrice,

L'association Eau et Rivières de Bretagne est agréée par l'État au titre de la protection de l'environnement, pour assurer « *dans l'intérêt général la protection, la mise en valeur, la gestion et la restauration de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques, dans une perspective de société écologiquement viable* ». Nous vous prions de bien vouloir prendre note de nos observations non exhaustives dans le cadre de l'enquête publique sur le dossier ci-dessus.

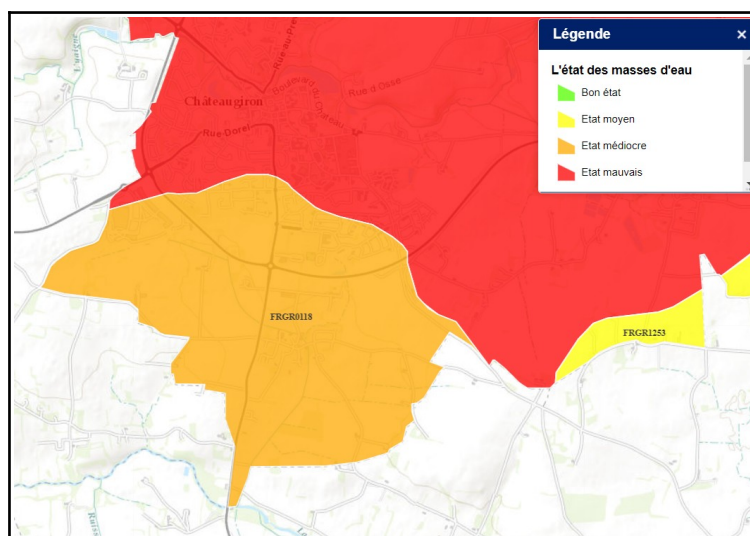
Sur le projet

Ce dossier dans un premier temps déposé par la Commune de Châteaugiron concernant la ZAC du Grand Launay a été concédé à la société OCDL LOCOSA (Groupe Giboire). Il a beaucoup évolué au cours du temps après divers avis défavorables.

Aujourd'hui, il concerne près de 933 logements avec une densité de 28,5 logements par hectares. Il s'étend sur 40,76 hectares et conduit au reméandrage de 1096m de cours d'eau dont 33m de ruisseau busé. Il impacte des zones humides et prévoient un décaissement sur 1599,73 m² et une reconstitution sur 1617,6m² . Enfin il prévoit la création de 2,04 ha de zones tampon créées.

Le ruisseau de St Médard est un affluent rive droite de la Seiche, elle-même affluent rive gauche du fleuve Vilaine. C'est un cours d'eau de tête de bassin versant de la Vilaine. Le projet est situé au sein de la masse d'eau FRGR0118 « La Seiche depuis l'étang de Marcille jusqu'à la

confluence avec la Vilaine » (état écologique médiocre, en risque de ne pas atteindre le bon état écologique à l'échéance dérogatoire de 2027 (risque : morphologie, continuité, hydrologie, macropolluants, micropolluants, pesticides).



Au surplus, une autre contribution à cette enquête publique soulève la question de la présence d'un grand chêne (un grand capricorne) sur le site. Nous demandons la réalisation d'un nouvel inventaire floristique et si cette présence est confirmée, l'établissement de mesures de protections particulières.

Nous déplorons le fait que la restauration morphologique du ruisseau de St Médard ne soit qu'un parti pris d'aménagement et qu'il ne soit pas prolongé sur l'ensemble du cours d'eau.

En effet, il faut garder à l'esprit qu'une restauration est tout à fait possible sans projet d'aménagement !

Il s'agit d'un projet qui s'étendra sur une dizaine d'année et censé durer dans le temps. Comment intègre-t-il le changement climatique en cours dont on sait qu'il va aggraver les épisodes extrêmes, temps en durée qu'en fréquence , notamment en matière de sécheresse et de canicule ? Dans un contexte de fragilité et de mauvais état des masses d'eaux qui serviront de ressources et de milieu récepteur . C'est au regard de ces enjeux majeurs que ce projet doit être évalué.

SUR L'OPPORTUNITÉ ET L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU PROJET

Sur l'artificialisation des sols

Nous sommes particulièrement inquiets de la forte consommation des sols sur les périodes précédentes par la commune de Châteaugiron (124 hectares sur les dix dernières années) alors qu'il existe un objectif de zéro artificialisation nette des sols. Puisque, « *l'urbanisation entre 2006 et 2016 a engendré une consommation d'espaces naturels et agricoles de 124 ha sur la commune de Châteaugiron. Le projet d'urbanisation de la ZAC du Grand Launay représente à lui seul **plus de 30 % de l'urbanisation de ces 10 dernières années.** Aucun effort réel de réduction de consommation des surfaces agricoles n'est présenté.* » (page 8, avis de la MRAe, souligné et mis en gras par nos soins). Nous désapprouvons une telle consommation des terres agricoles alors même qu'à proximité deux ZAC sont également en cours de réalisation (la Zac du bois de Lassy à Saint Aubin du Pavail et la ZAC de l'Yaigne à Ossé), sans une réelle estimation du besoin.

Nous nous interrogeons sur l'opportunité d'un tel projet dans un secteur du bassin de Rennes les terrains agricoles du bassin rennais sont particulièrement recherchés : leur prix est donc très élevé par rapport à la moyenne départementale. De ce fait le prix médian du terrain constructible du secteur de Châteaugiron se situe à 115 euros du m². Ce qui de facto conduit à sélectionner un type de population. Ceci est donc contradictoire avec la volonté de mixité sociale.

Sur la ressources en eau :

L'alimentation en eau des zones humides sera modifiée par le reméandrage, et les bassins tampons réduction de l'effet drainant, or « *le bassin versant de la Seiche subit actuellement de fortes pressions, d'où son classement en ZSCE visant à restaurer le bon état des masses d'eau. Il conviendra donc d'être très vigilant sur le volet qualité des cours d'eau, et plus particulièrement sur les rejets de la station* » (Avis de la CLE, page 2)

Nous demandons que des mesures soient prises pour que le projet soit "neutre" au minimum ou positif pour l'eau en prenant en compte les autres projets dans le secteur. Ce qui se décline par :

- d'une part une analyse de l'impact de la croissance du prélèvement sur la ressource sollicitée et de la même façon une analyse des impacts sur les rejets des eaux usées après traitement dans le milieu récepteur (A).
- la description des mesures prévues dans la réalisation des constructions et leurs usages et les aménagements publics pour :

- La gestion des eaux pluviales : voiries perméables, zone d'infiltration, zones d'expansion de crues (les bassins dit tampons ne sont pas des zones d'expansion mais des ouvrages de gestion hydrauliques), utilisation dans les bâtiments, etc....
- La maîtrise de la consommation d'eau potable: mesures envisagées dans les constructions pour limiter la consommation d'eau, mesure prise sur l'espace public ...
- La limitation niveau des eaux usées : mesures prévues pour réduire la production (toilettes sèches ?), récupération des eaux de pluie pour les toilettes, etc....

Sur la gestion des eaux usées

La capacité de la station d'épuration à traiter des charges supplémentaire est incertaine. Actuellement, la Station d'épuration de Montgazon (SISEM) de Domloup a reçu sa capacité nominale en 2017. « *Il s'agit d'une station à boues activées d'une capacité nominale de 16 000 Equivalent-Habitants, qui a été mise en service en mars 2002. Les eaux traitées sont rejetées dans l'Yaigne* » (RNT, page 6). La station de la SISEM, traite les eaux usées des assainissements collectifs des communes de Domloup, Châteaugiron commune nouvelle et Nouvoitou mais aussi d'industriels tels que l'entreprise Guilleux. Nous souhaitons connaître précisément combien d'industrie sont tributaires de cette station.

D'ailleurs, nous tenons à souligner le fait qu'elle a donné lieu à un certain nombre d'incidents, par exemple le 12 août 2019 entraînant une forte mortalité piscicole.

Il est prévu que la capacité de la station d'épuration soit augmentée comme le mentionne le mémoire en réponse, à savoir que « *le Syndicat Intercommunal de la Station d'Épuration de Montgazon (SISEM) a engagé en 2019 les études pour la mise à niveau de la station d'épuration compatible avec le bon état écologique du milieu aquatique récepteur. La mise aux normes est en cours d'étude et sa finalisation est prévue pour le second semestre 2023* » (page 7). De plus, « pour le projet d'urbanisation du Grand Launay à Chateaugiron, une charge supplémentaire, pour la station d'épuration, de 2 332 EH est prévue. Afin de traiter les effluents de l'ensemble des nouveaux sites urbanisés ainsi que le raccordement de Saint-Aubin-du-Pavail, dont la charge est estimée à 10 614 EH, l'étude a montré que la capacité future de la station d'épuration devrait être comprise entre 25 000 EH et 35 000 EH. » (page 95 Etude d'impact).

Cependant, l'ARS a alerté sur le fait que la station est intercommunale et qu'à se titre d'autres projets d'urbanisation peuvent exister sur d'autres communes (avis ARS n°2, page 1). En réalité à terme nous ne pouvons donc pas savoir si la STEP a une capacité de charge suffisante.

Pour nous, cette urbanisation n'est possible qu'à la condition *sine qua non* d'une mise à niveau de la station de traitement. Il manque une estimation du besoin si l'ensemble des projets d'extension des communes qui sont reliées à la SISEM.

Opération	Période prévisionnelle			
	2020	2021	2022	2023
Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre STEP	Juillet			
Dépôt du dossier d'autorisation travaux STEP		Avril		
Lancement travaux de la ZAC		Mai		
Viabilisation des terrains de la ZAC		Décembre		
Lancement des études et travaux STEP			2 nd trimestre	
Démarrage des constructions de la première tranche de la ZAC (80 logements)			Janvier	
Réception des travaux STEP et première Tranche d'habitations				2 nd trimestre
Arrivée des premiers habitants de la ZAC				Janvier

Tableau 22 : Planning prévisionnel de la ZAC et de la STEP

Par conséquent, le planning du projet de ZAC est tel que les habitations de la première tranche de 80 logements ne seront livrées qu'au premier trimestre 2023. Cette population (environ 200 Equivalents habitants) entre dans la marge de capacité résiduelle de la station d'épuration de 916 EH et sera quasiment synchrone avec l'extension de la station d'épuration.

Source : page 108 de l'Etude d'impact

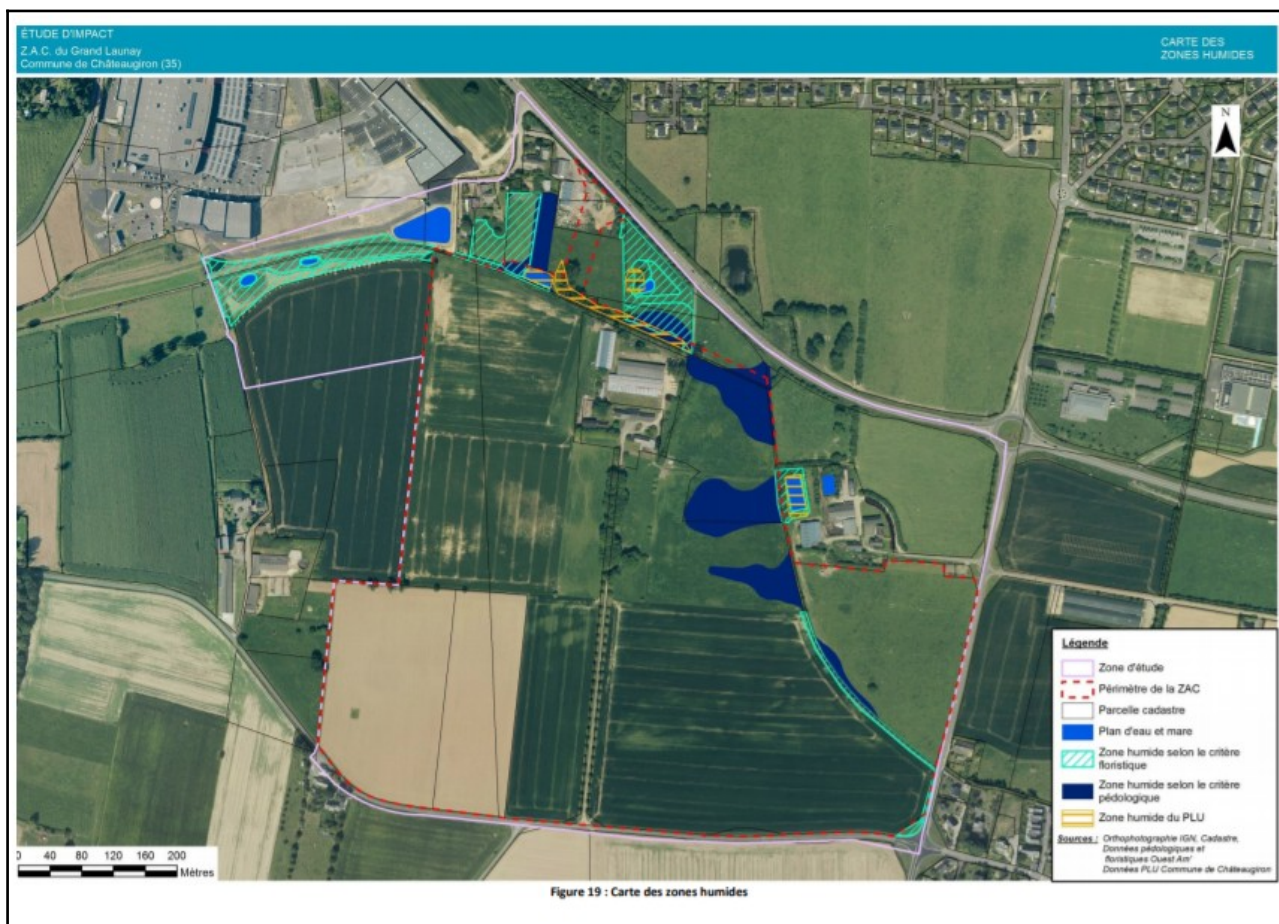
Or, une analyse des impacts sur le rejets des eaux usées après traitement dans le milieu récepteur n'est pas simplement un calendrier de travaux pour montrer que l'augmentation des capacités des stations d'épuration est compatibles avec le calendrier du projet. Il s'agit uniquement d'un préalable qui devrait déterminer la capacité d'accueil de la zone.

Sur le besoin en eau potable :

D'après la Commission locale de l'eau, « il est [certes] indiqué que les réseaux à proximité sont suffisamment dimensionnés pour alimenter la zone. Toutefois, étant donné qu'il est prévu l'accueil de 2455 habitants à terme, il serait judicieux d'étudier si la capacité de la ressource en eau est suffisante pour alimenter cette population nouvelle » (avis de la CLE, page 2). Nous regrettons l'absence d'avis du syndicat fournissant l'eau potable sur sur point ainsi que l'absence de réponse du pétitionnaire dans la note de synthèse des évolutions du dossier pendant la phase d'examen (pièce 0). Tout projet qui entraîne une augmentation du besoin en eau potable devrait être strictement conditionné à la capacité de fourniture du réseau.

Sur la protection des zones humides :

Le projet impacte des zones humides et prévoit un décaissement sur 1599,73 m² et une reconstitution sur 1617,6m². Selon le pétitionnaire, « la zone d'étude recèle des zones humides dans sa partie nord et est, situées principalement de part et d'autre du cours d'eau en bordure de la zone. Elles couvrent au total une surface de 1,94 ha sur le périmètre de la ZAC. » (Etude d'impact, page 38)



Il faudra donc leur porter un vigilance accrue lors de la phase de travaux, puis en assurer un suivi afin de faire évoluer le projet en cas d'atteinte démesurée.

SUR LA CONCEPTION ET LE DESSIN DU PROJET

Sur la conception et le dessin du projet nous nous en remettons à l'avis de l'OFB sur les questions de réhaussement du lit et de la méandricité du lit mineur du ruisseau ainsi que sur les questions de franchissement du ruisseau puisqu'il « tend vers un gain fonctionnel optimisé malgré l'existence de multitudes de contraintes » (avis de l'OFB de décembre 2020). Tout en sachant qu'il faut que l'expansion des crues soit prévue et libre de s'étaler et pas seulement des bassins de rétention.

Nous saluons l'évolution positive du projet qui est facilement retraçable à la lecture des avis de l'OFB notamment cependant, nous souhaitons que le pétitionnaire soit soumis à des mesures de suivi et de contrôle afin de s'assurer du respects de ces détails techniques.

En conclusion, l'impact trop élevé de la station d'épuration sur une rivière déjà très fragilisée, la justification insuffisante sur la réelle nécessité du projet et la restauration qui ne porte pas sur une partie suffisante du ruisseau conduisent notre association à émettre un avis défavorable face à ce projet. En conséquence, sans remettre en cause les besoins urbanistiques du territoire, nous vous demandons Madame la Commissaire Enquêteur d'émettre un avis défavorable à ce projet.